

DENG, F.M. et I.W. ZARTMAN, *A Strategic Vision for Africa. The Kampala Movement*, Washington, DC, Brookings Institution Press, 2002, 198 p.

Dominique Darbon

Volume 34, numéro 3, 2003

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038714ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038714ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Darbon, D. (2003). Compte rendu de [DENG, F.M. et I.W. ZARTMAN, *A Strategic Vision for Africa. The Kampala Movement*, Washington, DC, Brookings Institution Press, 2002, 198 p.] *Études internationales*, 34(3), 516–517.
<https://doi.org/10.7202/038714ar>

En deuxième lieu, se pose la question du contenu de sens à donner à la notion de développement. S'agit-il là d'une conception qui doit prendre une signification unique, ou qui demeure déclinable selon des conceptions particulières et donc locales. Enfin, en troisième lieu, à travers le sujet du commerce international, c'est la question des droits de l'homme et de la personne qui se trouve posée par cet ouvrage. S'engage-t-on, de fait, dans un processus d'universalisation de cette question ?

Ainsi, le lecteur de cet ouvrage comprendra très vite que les interrogations posées par les auteurs du livre prennent une dimension non seulement économique mais aussi très largement politique. Un ouvrage dense qui, compte tenu de sa présentation, est aisé à lire.

Bertrand LANG

DESS de pratique de la prospective des questions internationales
Université René Descartes, Paris 5

A Strategic Vision for Africa. The Kampala Movement.

DENG, F.M. et I.W. ZARTMAN. Washington, DC, Brookings Institution Press, 2002, 198 p.

Dès l'abord le lecteur ne manquera pas d'être intrigué par la nature de cet ouvrage. S'agit-il d'une entreprise de promotion d'un programme politique particulier ou d'une analyse de science politique des processus de décision en matière de politique internationale et ici tout particulièrement de politique continentale africaine ? L'ouvrage analyse le long processus de maturation du projet de réforme de la gouvernance africaine initié par Olusegun Obasanjo avec son African Leader Forum autour du thème de la conférence sur la sécurité, la stabilité, le

développement et la coopération en Afrique (CSSDCA). Cette conférence avait pour objectif à la fois de doter le continent africain d'une institution comparable à l'OSCE en Europe mais aussi de faire pression sur les gouvernements africains pour qu'ils modifient leurs comportements politiques et optent pour de nouvelles modalités de gestion collective des crises et pour la réforme des procédures bloquées de l'OUA.

L'ouvrage est très favorable au projet et ne s'en cache pas. Il dresse un bilan très lucide et sans complaisance de la gestion des différents États africains en termes de sécurité, de stabilité et de développement. Reprenant les thèses de l'ALF, il énonce la nécessité pour les États africains de se doter de systèmes normatifs obligatoires et d'afficher une volonté de réforme et de démocratisation, préalables nécessaires à l'amélioration de la situation économique et politique en Afrique. Il rappelle l'obligation pour les leaders africains d'identifier des formes originales de gouvernance en faisant l'inventaire des formes existantes de coopérations régionales pour la sécurité et la stabilité et en proposant des solutions proprement africaines. Il dénonce les comportements irresponsables de nombreux leaders africains et leur recours systématique à la légitimation par la recherche de boucs émissaires extérieurs ou historiques pour légitimer leurs échecs.

Les arguments développés sont assez convaincants et fournissent des éléments d'appréciation très importants pour la compréhension de ce projet mais aussi de la réforme de l'OUA et de sa transformation en UA. On pourra considérer que cet ouvrage est essentiellement politique et être sceptique quant aux solutions proposées ; pour autant le texte apporte des éléments importants de compréhension de la diplomatie régionale africaine.

C'est ici que les frustrations sont les plus fortes. La lecture de l'ouvrage ne cesse de faire apparaître « entre les lignes » les conflits qui opposent les leaders africains et le refus de nombre d'entre eux d'opter pour une réforme drastique de leurs pratiques politiques. À plusieurs reprises sont évoqués le rôle de la Libye et du Soudan mais rien n'est clairement analysé. Dommage, car alors nous disposerions d'un travail de sociologie des organisations et de la décision au niveau régional africain sans aucun égal. De même l'ouvrage ne cesse d'insister sur l'originalité de la CSSDCA, présentée comme une vraie initiative africaine, mais à part souligner l'innovation linguistique consistant à appeler Calebasse ce qui s'appelle paniers à l'OSCE, rien n'est démontré. L'objectif du livre n'est pas là : il s'agit de valoriser un projet innovant, de le populariser, voire de lui donner une nouvelle vie dans le contexte toujours aussi imprévisible et aussi peu fiable du système de (non)gouvernance des instances régionales africaines. Il ne s'agit pas malheureusement d'étudier les stratégies de pouvoir et de protection à l'œuvre au niveau continental.

Dominique DARBON

Université Montesquieu Bordeaux IV, France

Financial Market Integration and International Capital Flows.

IRWIN, Gregor et David VINES (dir.).
Northampton, MA, Edward Edgar
Publishing, 2001, 506 p.

Cet ouvrage collectif imposant, dirigé par deux chercheurs de l'Université d'Oxford, reprend dix-huit contributions déjà publiées dans des revues telles que l'*American Economic Review*, l'*Economic Journal*, le *Journal of Economics Perspectives*, *Economic Policy*, ou encore dans la *Revue de la Banque mondiale*,

dans le *Bulletin trimestriel de la Banque d'Angleterre* ou de la *Banque fédérale de réserve de Kansas City*. D'autres contributions sont des extraits d'autres ouvrages collectifs publiés notamment par l'*Institute for International Economics* à Washington. D'autres sont publiées par la *Brookings*, la *Banque centrale d'Australie* ou le *Secrétariat du Commonwealth*...

La plupart de ces contributions, publiées de 1995 à 1999, émanent de spécialistes connus : Andrew Crockett, directeur général de la Banque des règlements internationaux ; Stanley Fisher, directeur général-adjoint du FMI jusqu'en 1999 ; Joseph Stiglitz, vice-président de la Banque mondiale qu'il a quittée récemment ; Kenneth Rogoff, directeur de la recherche au FMI, ainsi que des universitaires réputés : Jeffrey Sachs, Morris Goldstein... et Paul Krugman dont les deux contributions sont les seules qui n'avaient pas été déjà publiées.

Il n'est pas possible de rendre compte fidèlement du contenu d'un tel ouvrage, beaucoup trop riche. Il traite d'un sujet qui n'apparaît pas clairement dans le titre. Il s'agit certes ici des flux internationaux de capitaux et de leur incidence sur l'intégration des marchés financiers. Mais en réalité, après quatre contributions consacrées à l'instabilité financière (la première partie), les quatre suivantes (la deuxième partie) sont consacrées à la crise mexicaine – celle de 1994 qui a été une crise des marchés financiers et non pas celle de 1982 qui a été une crise des crédits bancaires. Les auteurs qui ont écrit en 1996 démontrent bien sûr les mécanismes de cette crise dont la nature était si nouvelle, mais ils s'emploient surtout à en tirer les conséquences, à la fois pour les gouvernements et pour les institutions internationales. La troisième partie, qui regroupe cinq contributions et qui est deux fois plus